

La FDSEA 32 et les JA 32 se mobilisent pour la réintégration de 79 communes en zone défavorisées simples

Il y a urgence, ils l'ont rappelé en apposant le nom des communes sur le mur de la permanence du député, Jean-René Cazeneuve



La FDSEA 32 et les JA 32 se mobilisent pour la réintégration de 79 communes en zone défavorisées simples

Ce mardi 30 janvier à 22 heures devant le 7 rue d'Étigny à Auch, permanence du député Jean-René Cazeneuve, se tenait une manifestation à l'initiative de la FDSEA 32 et des JA 32. Ils étaient une bonne centaine d'agriculteurs à se retrouver rassemblés autour du président de la FDSEA 32, Christian Cardona et du secrétaire général des JA 32, Jérémy De Ré, et du président de la Chambre d'agriculture, Bernard Malabirade.

Il s'agissait d'exprimer leur colère contre le déclassement de 79 communes gersoises en zones défavorisées. « Ne pas reclasser les 79 communes encore exclues du zonage, c'est un signal envoyé à l'ensemble de la population géroise que le gouvernement ne tient absolument pas compte de l'agriculture du département, principal pilier de l'économie géroise », soulignent d'un commun accord les deux syndicats. Il s'agit en réalité de la survie des exploitations situées dans ces 79 communes qui si elles n'intègrent pas le zonage se verront privées de l'Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN). « Sans l'ombre d'une cohérence, le Gers se retrouve en partie exclu alors même qu'il était intégralement classé, qui plus est dans une zone particulièrement rurale, où l'agriculture en général et l'élevage en particulier constituent des piliers économiques, sociaux et environnementaux majeurs. Risquer de voir disparaître l'élevage de ces communes sans aucune possibilité d'introduire des filières de substitutions serait une catastrophe », se désolent les représentants syndicaux.

Et c'est bien pour cela qu'ils manifestent ce soir devant la permanence du député Jean-René Cazeneuve en y apposant le nom des 79 communes et une grande banderole rappelant qu'il faut agir avant le 15 février date de clôture des négociations pour l'intégration en zones défavorisées simples. Cette action appelée « phase 1 » laisse sous-entendre que d'autres « phases » seraient envisagées au cas où ils n'obtiendraient pas de réponses favorables.

En l'absence du député, Jean-René Cazeneuve, c'est sa porte-parole, Maeva Bourcier, qui rencontra les manifestants. Elle rappela que « Jean-René Cazeneuve qui est à Paris a pris rendez-vous avec le directeur adjoint du cabinet du ministre car il s'agit pour lui d'un de ses dossiers clé ». Et de souligner « que nous comprenons le désarroi des agriculteurs et que nous sommes sur la même ligne que la FDSEA 32 et les JA 32 ».



Bernard Malabirade, président de la Chambre d'agriculture, Christian Cardona, président de la FDSEA 32, Jérémy De Ré, secrétaire général des JA 32.



Maeva Bourcier, porte-parole de Jean-René Cazeneuve, à l'écoute des discours.